

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale, le 3 juin 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale "relatif à la présentation générale du dossier de base du plan particulier d'affectation du sol", a donné le 15 juin 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 3 juni 1992 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "betreffende de algemene voorstelingswijze van het basisdossier van het bijzonder bestemmingsplan", heeft op 15 juni 1992 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Alinéas 1er et 2.

Il n'est pas d'usage de viser, au préambule des arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale, la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et celle du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Les deux premiers alinéas doivent, dès lors, être omis.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 1er).

Il n'est pas d'usage de viser, au préambule, le ou les arrêtés par lesquels une loi, un décret ou une ordonnance sont mis en vigueur.

La formule, utilisée dans l'alinéa, "... mise en vigueur par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du ..." doit, dès lors, être omise.

Alinéa 4.

Il n'est pas davantage d'usage de viser, au préambule d'un arrêté d'un Exécutif, les dispositions qui fixent la répartition des compétences entre les membres de cet Exécutif.

.../...

L'alinéa doit donc être omis.

Proposant.

Le Conseil d'Etat, section de législation, a souvent fait observer - notamment dans son avis donné le 3 décembre 1990 sur l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, alors en projet - que les secrétaires d'Etat de la Région de Bruxelles-capitale ne font pas partie de l'Exécutif de cette région et qu'ils ne sont pas, dès lors, habilités à proposer, exécuter et signer les arrêtés émanant de l'Exécutif.

Les mots "et du secrétaire d'Etat adjoint au ministre président" doivent être omis dans le proposant.

Ils doivent également l'être dans l'exécutoire, ainsi que dans les signatures.

Dispositif.

Article 1er.

Si, en vertu de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les ordonnances de la Région de Bruxelles-capitale doivent mentionner qu'elles règlent des matières visées à l'article 107quater de la Constitution, aucune disposition de cette loi spéciale n'impose pareille obliga-

.../...

tion pour les arrêtés de l'Exécutif, pris dans des matières de compétence régionale.

En conséquence, l'article 1er doit être omis.

Article 3.

La disposition en projet doit être insérée après l'article 4, devenant l'article 2, du projet, dont il ne constitue qu'une précision.

Article 4 (devenant l'article 2).

1. La phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 2. Le dossier de base du plan particulier d'affectation comporte les plans et annexes ci-après : ...".

2. Au 1^o. Il est d'usage de ne pas interrompre une énumération par des phrases autonomes, pour éviter des problèmes de référence.

Il est proposé d'écrire :

"1^o un plan de localisation dressé à l'échelle 1/5000 comportant les éléments suivants :

a) le périmètre du plan;

.../...

- b) le tissu environnant du périmètre du plan dans un rayon de cinq cents mètres;
- c) l'orientation;
- d) le cas échéant, l'indication des limites communales et ... (la suite comme au projet);".

3. Au 2°.

a) La phrase introductive doit être rédigée comme suit :

"2° un plan et une liste y annexée, intitulés "situation existant de droit", mis à jour depuis moins de soixante jours avant la date de l'adoption du dossier de base par le conseil communal et comprenant au moins les éléments suivants : ...".

b) Il y a lieu, dans l'énumération, de distinguer, d'une part, les prescriptions - notamment les plans de secteur - qui sont prévues par des législations abrogées, mais qui continuent à produire leurs effets et, d'autre part, les nouvelles prescriptions qui sont destinées à remplacer les premières.

c) Au point c), il y a lieu d'écrire "... et la date de leur délivrance". Aucune disposition de l'ordonnance du 29 août 1991 ne prévoit, en effet, l'approbation d'un permis de lotir.

d) Au point d), les auteurs du projet conservent les mots "plan de secteur" qu'utilise la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. L'ordonnance du 29 août 1991 entend substituer à cette notion juridique ancienne celle de "plan régional d'affectation du sol" (articles 25 à 34).

Cependant, après l'entrée en vigueur de cette ordonnance, le plan régional d'affectation du sol devra être élaboré et approuvé par les autorités compétentes avant de se substituer au plan de secteur. Entre temps, comme l'article 204 de l'ordonnance du 29 août 1991 le prescrit, "le plan de secteur (...) reste en vigueur jusqu'à son remplacement par un plan régional d'affectation du sol".

Il paraît, dès lors, judicieux de viser au point d) les deux plans précités afin d'éviter que, lors de l'entrée en vigueur du plan régional d'affectation du sol, cette disposition ne reste lettre morte.

e) Au point e), sont visés "les alignements décrétés par arrêté royal ou par décision du conseil communal". Toutefois, actuellement, les "plans d'alignements" sont arrêtés par le conseil communal, tandis que les "alignements particuliers" le sont par le collège des bourgmestre et échevins (article 123, 6°, de la nouvelle loi communale).

Dès lors, le texte du projet doit être revu pour préciser exactement les documents visés.

f) Au point f), il faut aussi viser les arrêtés que l'Exécutif sera appelé à prendre en cette matière.

.../...

g) Au point j), si, par la référence à l'article 133 de la nouvelle loi communale, le projet entendait se référer aux bâtiments insalubres au sens de la législation sur le logement, il y aurait lieu de remplacer cette référence par l'indication précise des dispositions législatives et réglementaires applicables; dans le cas contraire, la référence devrait être omise.

h) Aux points o) et p) il semble, d'après les explications des fonctionnaires délégués, que les auteurs du projet n'entendent pas imposer l'obligation de mentionner toutes les servitudes d'utilité publique. S'il en était bien ainsi, le texte devrait énumérer de manière précise celles qui sont visées.

4. Au 3^o.

a) La phrase introductive doit être rédigée sur le même modèle que celle du 2^o.

b) Le g) serait mieux rédigé comme suit :

"g) des documents photographiques illustrant la situation existante;"

Article 5 (devenant l'article 4).

1. La phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"Art. 4. Le dossier de base comprend, en outre, les rapports, notes et inventaire ci-après : ...".

2. Au 2°, la seconde phrase constitue une phrase incidente. Il faut donc écrire :

"... le plan particulier d'affectation du sol projeté, rapport comportant également une estimation ...".

3. Au début du 3°, il faut écrire :

"3° une note exposant de manière détaillée les objectifs ...".

Par ailleurs, pour éviter la phrase incidente, mieux vaut écrire :

"... des besoins à rencontrer, cette note étant complétée par une estimation ...".

4. Au 4°, il faut écrire :

"4° une note contenant les prescriptions littérales du projet pour chaque zone ...".

5. Au 6°, on écrira :

"6° une note exposant avec précision les relations ...".

.../...

Article 6 (devenant l'article 5).

La phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 5. Le dossier de base comprend aussi les documents administratifs suivants : ...".

Article 7 (devenant l'article 6).

Il faut écrire :

"Art. 6. Le membre de l'Exécutif qui a l'urbanisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Le texte néerlandais du projet, in fine, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Aanhef.Eerste en tweede lid.

Het is niet gebruikelijk om in de aanhef van besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve te verwijzen naar de bijzondere wetten van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen.

De eerste twee leden moeten derhalve vervallen.

Derde lid (dat het eerste lid wordt).

Het is niet gebruikelijk om in de aanhef te verwijzen naar het besluit of de besluiten waarbij een wet, een decreet of een ordonnantie in werking wordt gesteld.

De in het lid gebezigde formule "... die in werking is getreden op grond van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van ...", moet bijgevolg vervallen.

Vierde lid.

Het is evenmin gebruikelijk om in de aanhef van een besluit van een Executieve te verwijzen naar de bepalingen waarmee de verdeling van de bevoegdheden over de leden van die Executieve wordt vastgesteld.

.../...

Het lid moet dus vervallen.

Voordrachtformulier.

De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft er vaak op geattendeerd - onder meer in zijn advies van 3 december 1990 omtrent de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, toen in ontwerpfasen - dat de Staatssecretarissen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest geen deel uitmaken van de Executieve van dat gewest en derhalve niet bevoegd zijn om de besluiten, die van de Executieve uitgaan, voor te dragen, uit te voeren en te ondertekenen.

De woorden "en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter" moeten in het voordrachtformulier vervallen.

Zij moeten tevens in de uitvoeringsbepaling en in het ondertekeningsformulier vervallen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Hoewel krachtens artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen in de ordonnanties van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vermeld dient te worden dat zij

.../...

aangelegenheden regelen bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet, legt geen enkele bepaling van die bijzondere wet zulk een verplichting op ten aanzien van de besluiten van de Executieve, die vastgesteld worden in aangelegenheden waarvoor het Gewest bevoegd is.

Dientengevolge moet artikel 1 vervallen.

Artikel 3.

De ontworpen bepaling moet in het ontwerp opgenomen worden na artikel 4 dat artikel 2 wordt, waarvan het slechts een nadere omschrijving geeft.

Artikel 4 (dat artikel 2 wordt).

1. Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren :

"Art. 2. Het basisdossier van het bijzonder bestemmingsplan bevat de hierna vermelde plannen en bijlagen : ...".

2. In 1^o. Om problemen inzake verwijzing te vermijden is het gebruikelijk om een opsomming niet door zelfstandige zinnen te onderbreken.

Er wordt voorgesteld te schrijven :

.../...

"1º een liggingsplan opgemaakt op schaal 1/5000, dat de volgende gegevens vermeldt :

- a) de omtrek van het plan;
- b) de structuur die binnen een straal van 500 meter rond de omtrek van het plan ligt;
- c) de noordpijl;
- d) in voorkomend geval, de grenzen van de gemeente en ... (voorts zoals in het ontwerp);".

3. In 2º.

a) De inleidende zin moet als volgt geredigeerd worden :

"2º een plan en een bijgevoegde lijst, "bestaande rechtstoe-stand" genaamd, die hooguit zestig dagen vóór de aanneming van het basisdossier door de gemeenteraad werden bijgewerkt en ten minste de volgende gegevens bevatten : ...".

b) Bij de opsomming dient een onderscheid gemaakt te worden tussen enerzijds de voorschriften - met name de gewestplannen, - die vermeld worden in de opgeheven wetgeving, maar nog steeds gevolgen hebben, en anderzijds de nieuwe voorschriften die de eerste moeten vervangen.

.../...

c) In punt c), dient er geschreven te worden "de grenzen en de datum van afgifte van de niet-vervallen verkavelingsvergunningen". Geen enkele bepaling van de ordonnantie van 29 augustus 1991 spreekt immers over de goedkeuring van een verkavelingsvergunning.

d) In punt d), behouden de stellers van het ontwerp het woord "gewestplan" waarmee wordt gewerkt in de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw. De ordonnantie van 29 augustus 1991 wil dat oude juridische begrip vervangen door "gewestelijk bestemmingsplan" (artikelen 25 tot 34).

Het gewestelijk bestemmingsplan zal evenwel, na de inwerkingtreding van bovenvermelde ordonnantie, uitgewerkt en goedgekeurd moeten worden door de bevoegde overheid vóórdat het het gewestplan vervangt. Ondertussen "(blijft) het gewestplan (...) van kracht tot het wordt vervangen door een gewestelijk bestemmingsplan", zoals voorgeschreven door artikel 204 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Het lijkt bijgevolg dienstig in punt d) naar de twee voornoemde plannen te verwijzen om te vermijden dat die bepaling, bij de inwerkingtreding van het gewestelijk bestemmingsplan, zonder gevolg blijft.

e) In punt e), wordt verwezen naar "de bij koninklijk besluit of bij beslissing van de gemeenteraad

.../...

bepaalde rooilijnen". Thans worden de rooiplannen echter vastgesteld door de gemeenteraad, terwijl de "bijzondere rooilijnen" door het college van burgemeester en schepenen worden vastgesteld (artikel 123, 6°, van de nieuwe gemeentewet).

De tekst van het ontwerp moet bijgevolg herzien worden om de bedoelde documenten nauwkeurig te omschrijven.

f) In punt f) moet ook verwezen worden naar de besluiten die de Executieve in dezen zal moeten nemen.

g) Als in punt j) van het ontwerp met de verwijzing naar artikel 133 van de nieuwe gemeentewet, "ongezonde woningen" in de zin van de wetgeving op de huisvesting bedoeld worden, dient die verwijzing vervangen te worden door de nauwkeurige opgave van de van toepassing zijnde wets- en verordeningsbepalingen; in het tegenovergestelde geval moet de verwijzing vervallen.

h) In de punten o) en p) willen de stellers van het ontwerp, volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaren, blijkbaar niet de verplichting opleggen om alle openbare erfdienstbaarheden te vermelden. Als dit wel de bedoeling is, dan dient de tekst nauwkeurig de bedoelde erfdienstbaarheden op te sommen.

.../...

4. In 3º.

a) De inleidende zin moet naar het model van 2º worden geredigeerd.

b) Het zou beter zijn punt g) als volgt te redigeren :

"g) fotografische documenten over de bestaande toestand;".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

1. Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren :

"Art. 4. Het basisdossier omvat bovendien de volgende verslagen, nota's en inventaris : ...".

2. In 2º, vormt de tweede zin een tussenzin. Men dient dus te schrijven :

"... van het gebied waarop het ontworpen bijzonder bestemmingsplan betrekking heeft, welk verslag eveneens een raming bevat ...".

3. Vooraan in de tekst van 3º, schrijve men :

.../...

"3° een nota waarin de doelstellingen van ... omstandig worden uiteengezet teneinde ...".

Bovendien kan men, om een tussenzin te vermijden, beter het volgende schrijven :

"... de behoeften waaraan moet worden voldaan duidelijk te maken, welke nota aangevuld wordt met een raming ...".

4. In 4° schrijve men :

"4° een nota met de geschreven voorschriften van het ontwerp voor ieder bestemmingsgebied ...".

5. In 6° schrijve men :

"6° een nota waarin duidelijk het verband wordt uiteengezet tussen het ontworpen bijzonder bestemmingsplan en de andere van kracht zijnde plannen en, indien nodig, de voorgestelde bepalingen die ervan afwijken en de verantwoording ervan".

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren :

.../...

"Art. 5. Het basisdossier bevat eveneens de volgende administratieve documenten : ...".

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Er dient te worden geschreven :

"Art. 6. Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid stedenbouw behoort is belast met de uitvoering van dit besluit".

Aan het slot van het ontwerp schrijve men "Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve in plaats van "Door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Les rapports ont été présentés par MM. M. QUINTIN, auditeur, et J.-F. NEURAY, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. M. QUINTIN, auditeur, en J.-F. NEURAY, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.